

Note d'actualité gouvernementale et de riposte à Macron

Olivier Dartigolles – 16 septembre 2019

Le contexte

Concernant **la réforme des retraites**, Edouard Philippe a précisé jeudi devant le CESE le calendrier et la méthode. Que retenir de son intervention ? Le Premier ministre annonce un projet de loi « d'ici la fin de la session parlementaire de l'été prochain ». Ce texte doit définir les principaux paramètres du régime universel par points ainsi que les mesures d'économie pour assurer le retour à l'équilibre financier en 2025. Il précisera aussi les grands principes de la transition qui sera négociée de façon plus concrète après le vote du projet de loi. Edouard Philippe a adressé des messages aux professions qui auront le plus à perdre avec le nouveau système et qui, pour certaines d'entre elles, ont engagé la riposte (RATP) ou s'apprêtent à la faire. Il indique dans son intervention que les carrières et les rémunérations des enseignants, chercheurs et aides-soignants doivent être « repensées ». Un nouveau cycle de discussions avec les partenaires sociaux va s'ouvrir cette semaine jusqu'en début décembre. Quatre thèmes proposés : les mécanismes de solidarité, les conditions d'ouverture des droits (sur ce point, E. Philippe veut laisser croire à un débat ouvert tout en rappelant « la nécessité de travailler plus longtemps »), le retour à l'équilibre financier en 2025 et le pilotage financier, les conditions de transition. Autres annonces : Sophie Bellon, présidente de Sodexo (avec le directeur des ressources humaines de Bouygues et l'ancien directeur général de l'Agence nationale des conditions de travail) se voient confier une mission sur le maintien dans l'emploi des seniors (le Premier ministre a lancé un appel au patronat sur cette question), le COR doit rendre un nouveau diagnostic financier et proposer des mesures pour garantir l'équilibre financier en 2025, une plateforme numérique va être ouverte pour recueillir les contributions des citoyens jusqu'à la fin de l'année.

Comme je l'ai indiqué dans une précédente note, la stratégie consiste à ne rien toucher sur le socle de la réforme (à commencer par le blocage des ressources financières à 14 % du PIB) tout en voulant « rassurer », en étant « à l'écoute », en donnant « du temps »...

La très forte mobilisation vendredi à la RATP a été un premier coup de semonce pour l'exécutif. D'autres journées de riposte sont inscrites à l'agenda. Les avocats et les représentants de 14 professions libérales ce lundi. FO manifeste samedi. Le 24, la CGT et Sud Rail appellent à la mobilisation. La semaine sera aussi marquée par la mobilisation des agents des finances publiques, des agents EDF. Concernant la **grève des urgences**, l'association des médecins urgentistes de France (Amuf) a annoncé jeudi qu'elle rejoignait la grève. Les annonces d'Agnès Buzyn n'ont pas répondu aux principales revendications des personnels paramédicaux en lutte depuis six mois : un plan de recrutement, la réouverture de lits, une revalorisation salariale. Le mouvement propose des rassemblements locaux le 26/09 en attendant une nouvelle date de mobilisation nationale. Le prochain PLFSS va être un gros sujet d'autant plus que les mesures budgétaires annoncées sont un leurre

La macronie a traversé une semaine agitée avec **la mise en examen de Richard Ferrand** pour « prise illégale d'intérêts » dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne. Le président de l'Assemblée nationale a reçu le soutien de l'Elysée, de Matignon et de tous les responsables de la majorité. Dans le même temps, François Bayrou, Murielle de Sarnez et Sylvie Goulard ont été entendus par les juges dans le cadre des emplois présumés fictifs au Parlement européen. Les députés et sénateurs de la République en marche et du Modem se réunissent lundi en fin d'après-midi au ministère des Relations avec le Parlement, en présence d'Emmanuel Macron, du Premier ministre

et du gouvernement. L'échange portera sur la réforme des retraites et sur les questions régaliennes, notamment l'immigration qui fera l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale, le 30 septembre.

Du côté de l'opposition politique, je ne reviens pas ici sur la **Fête de l'Humanité** (voir *l'Humanité* du jour) qui – c'est une analyse à chaud – montre à la fois le fort potentiel de riposte populaire, la possibilité de gagner la bataille sur ADP si la campagne est animée partout sur le territoire et de construire un front citoyen sur les retraites. Les échanges convergents avec le mouvement social et associatif, mais aussi une situation politique à gauche bloquée, marqué par les divisions et l'incapacité à s'unir sur l'essentiel. C'est cette absence d'alternative à gauche qui, aujourd'hui comme au cours de la première partie du quinquennat, profite au macronisme qui va continuer à jouer à fond le duel/duo avec Marine Le Pen (il n'y a qu'à voir comment le débat sur l'AME est proposé avec un audit commandé à l'Inspection générale des finances...).

Jean-Luc Mélenchon sera jugé les 19 et 20 septembre en correctionnelle pour « rébellion, provocation et actes d'intimidation envers l'autorité judiciaire ». Il dénonce « un procès politique », une « exécution politique », de « meurtre politique » (entretient au *JDD* du 15/09), en alertant sur une « dérive autoritaire » du régime. Avec la publication du livre de Jean-Luc Mélenchon, centré sur son actualité judiciaire et le « Lawfare », la guerre juridique contre ses opposants politiques, la ligne stratégique est claire : permettre au « Lula français » de se représenter en 2022.

Pour sa rentrée politique, **Marine Le Pen** parle du « socle solide et durable » de son parti, qui propose « des règles, des droits, des garanties pour chacun », face « à la société de l'insécurité généralisée proposée par E. Macron ». « Pas sûr de garder son travail, pas sûr de ne pas être muté de manière autoritaire, pas sûr de son âge de départ à la retraite, ni même du montant de sa pension, pas sûr que ses enfants reviendront sains et saufs d'une sortie entre amis ». Elle parle des élections à venir (municipales, départementales et régionales) comme « des mousquetons qu'on fixe sur la paroi pour grimper jusqu'à l'objectif final » (elle propose le retour à un septennat, non renouvelable). Elle présente 2022 avec une « grande affaire » : « réparer la fracture territoriale, avec une grande politique d'aménagement du territoire, basée sur la délocalisation des activités », parlant de « dé-métropolisation », ajoutant « cette révolution de la proximité, qui est la pierre angulaire de notre projet, nous conduit à la civilisation écologique ». Elle évoque aussi les enjeux migratoires (mais pas prioritairement) en voyant une victoire dans la nomination d'un commissaire européen à la « protection du mode de vie européen » ainsi que l'inscription du thème de l'immigration à l'agenda de l'Assemblée nationale. Sur Marion Maréchal, qui sera l'invitée vedette d'une convention de la droite le 28 septembre, « elle est peut-être un peu jeune » pour représenter le RN en 2022.

Abécédaire

Aigle Azur. Le tribunal de commerce étudiera lundi deux projets de reprise de la compagnie aérienne Aigle Azur, une « offre combinée » d'Air France et du groupe Dubreuil et celle, concurrente, d'un « transporteur étranger ». L'entreprise emploie 1 150 personnes, dont 800 en France.

Balkany. Le maire de Levallois-Perret a été condamné à quatre ans de prison et dix ans d'inéligibilité pour « fraude fiscale massive » et aussitôt écroué. Il encourt sept ans de prison ferme dans le deuxième procès sur les faits de blanchiment de corruption.

BCE. La BCE va se remettre à acheter pour 20 milliards d'euros d'obligations par mois pour une durée indéfinie. Le taux de dépôt va passer à -0,50 %. Draghi entend soutenir la croissance et l'inflation en Europe (la BCE a revu ses prévisions à la baisse en précisant « la probabilité d'une récession reste faible, mais elle a augmenté »). Un nouveau plan de soutien aux banques. De très nombreux articles sur les risques d'une nouvelle crise économique.

Capitalisme. Décidément, la critique d'un capitalisme mondialisé et financiarisé connaît, chaque semaine, un nouvel épisode. Après le G7 et le rendez-vous patronal du Medef sur la « lutte contre les inégalités, c'est au tour d'Alain Minc et de Muriel Pénicaud d'entamer ce refrain dans les colonnes des *Échos*. Dans le même temps, Bruno Le Maire demande aux entreprises dont l'Etat est actionnaire à se doter d'une « raison d'être » en prenant en compte les enjeux sociaux et environnementaux, et non uniquement les seuls profits, en indiquant dans le journal *La Croix* « le capitalisme du XX^e siècle n'est plus viable ». A croire qu'ils ont tous voulu préparer la prise de parole du secrétaire national du PCF sur la scène centrale de *l'Humanité*. Plus sérieusement, les milieux dirigeants et patronaux redoutent les colères populaires et les mouvements sociaux.

Entreprises. Après les records de dividendes, c'est la trésorerie des entreprises qui a fait les gros titres avec l'augmentation des marges. 34 milliards pour EDF, 26 milliards pour Total.

Escalopes de poulet. Après les faux steaks, 360 tonnes d'escalopes de poulet, gorgées d'eau, ont été distribuées à des associations caritatives, vendues au prix de la viande par un fournisseur danois.

Justice des mineurs. Le projet de code pénal des mineurs réduirait le volet éducatif à la portion congrue. Texte présenté mercredi dernier en Conseil des ministres avec une remise en cause de la dimension éducative avec la notion de « mise à l'épreuve ». Depuis 3 ans, le nombre d'enfants placés en détention explose (845 mineurs détenus en prison dont 85 % en détention provisoire) alors que la délinquance des mineurs de progresse pas.

Le Monde. Semaine sous haute tension. Vendredi, une tribune signée de 500 personnalités a été publiée réclamant aux actionnaires du groupe la reconnaissance d'un droit d'agrément pour garantir l'indépendance éditoriale des rédactions. Crainte d'un accord secret entre Mathieu Pigasse et Daniel Kretinsky en vue de lui céder au prix fort (101 million d'euros) l'intégralité de la part de contrôle.

Pesticides. De nouvelles collectivités ont décidé l'interdiction : le département de Val-de-Marne, Paris, Lille, Nantes, Grenoble, Clermont-Ferrand.

PLF 2020. Il sera présenté le 27 septembre en conseil des ministres. Sur les effectifs, les deux plus fortes baisses concerneront le ministère des Solidarités et de la Santé et celui de la Transition écologique et solidaire. Au total, en 2020, tous ministères confondus, 2 593 suppressions de postes de fonctionnaires, après 1 600 et 4 100 sur les deux premières années du quinquennat.

PMA. Fin de l'examen des 2 000 amendements portant sur les 32 articles du projet de loi sur la bioéthique par la commission spéciale. Sur la PMA, l'évaluation psychologique complémentaire pour les femmes seules ou les couples de lesbiennes a été abandonnée, et le principe de non-discrimination en fonction de l'orientation sexuelle, destiné aux équipes médicales chargées d'évaluer les dossiers dans les centres de fertilité, a été ajouté. Discussion sur l'autoconservation des ovocytes (la possibilité pour une femme de les faire prélever et congeler en vue d'une grossesse ultérieure. Un amendement a été voté contre l'avis du gouvernement, mais avec le soutien de plusieurs députés LREM, qui prévoit d'ouvrir aux centres privés autorisés cette activité de

conservation avec le risque d'une marchandisation. La PMA post-mortem a été rejetée de justesse. D'autres sujets clivants ; la finalité des tests génétiques ou les recherches sur les cellules souches embryonnaires, l'établissement de la filiation des enfants des couples de femmes ayant bénéficié de PMA avec tiers donneur, l'accès à la PMA pour les personnes trans.

Plateformes numériques. Pascal Savoldelli et Fabien Gay viennent de présenter une proposition de loi relative à un statut des travailleurs des plateformes numériques. Avec un contrôle de la rémunération des travailleurs, une protection sociale, un contrat protecteur, une représentation collective, un contrôle sur les algorithmes et sur les conditions de travail.

Steve. L'inspection générale de l'administration pointe « le manque de discernement » lors de l'intervention des forces de l'ordre à Nantes. La lecture des 66 pages du rapport de l'IGA cible le commissaire divisionnaire présent sur les lieux du drame. De nombreuses personnes, au sein même des forces de l'ordre, s'étaient étonnés de l'usage de gaz lacrymogènes, de grenades de désencerclement et de lanceurs de balles de défense au bord de l'eau, provoquant la chute d'une dizaine de personnes. Le policier a été « muté vers un poste sans responsabilité du maintien de l'ordre, dans l'attente des conclusions de l'enquête » (Castaner).

Agenda

- 16/09** Retraites : **manifestations d'avocats et d'autres professions** (infirmières, médecins, pilotes, hôtesses et stewards...) contre la réforme / **Aigle Azur** : le tribunal de commerce d'Evry examine les offres de reprise / Journée de mobilisation des **agents des finances publiques** contre la nouvelle organisation des services (5 800 suppressions de postes et réorganisation territoriale des services) / Conférence de presse de **Solidaires** sur la situation sociale et les mobilisations en cours / Conférence de presse de rentrée de **l'Unef** / Conférence de presse de rentrée du **Snesup-Fsu** / Près du Conseil des prud'hommes de Paris, rassemblement de soutien pour un **cheminot licencié** par la SNCF / Conférence de presse du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur la réduction de l'usage des **pesticides** / La conférence des évêques de France livre ses positions sur le projet de loi **bioéthique**.
- 17/09** Sénat : examen en commission du projet de loi contre le **gaspillage et économie circulaire** / Parlement européen : débat sur la candidature de **Christine Lagarde** à la présidence de la BCE / **Retraites** : conférence de presse de l'Institut de la protection sociale / Bilan de l'index de **l'égalité professionnelle** dans les entreprises de plus de 250 salariés / Conférence de presse de l'intersyndicale EDF sur leur journée d'action du 19/9 et le projet Hercule / Projections économiques 2019-2021 de la Banque de France / Délibéré du procès en appel de la CGT Ford Blanquefort / La Cour de cassation examine le pourvoi de Nicolas Sarkozy contre son ordonnance de renvoi en correctionnelle dans l'affaire Bygmalion
- 18/09** Visite d'Emmanuel Macron en Italie, échanges avec Sergio Mattarella et Giuseppe Conte / 126^e congrès des sapeurs-pompiers de France / Session plénière du Parlement européen, débat en plénière avec Michel Barnier, point d'étape sur le Brexit / GE Belfort, l'intersyndicale présente un « plan alternatif » à la direction / Point presse de Marlène Schiappa, « point d'étape sur le grenelle des violences conjugales / Observatoire Climat-Energie : la France respecte-t-elle ses objectifs sur le climat et l'énergie ? / Europe : Ursula von der Leyen s'adresse aux chefs des groupes politiques du Parlement européen après la polémique sur l'immigration / Journées parlementaires LR.

- 19/09** Journée parlementaire PCF / EDF : appel à la grève par les syndicats contre la réorganisation / Le défenseur des droits présente les résultats d'un baromètre des discriminations syndicales / Bobigny : Jean-Luc Mélenchon et des responsables de LFI sont jugés en correctionnelle.
- 20/09** 51^e session du Giec.
- 21/09** Congrès des maires ruraux / Retraites : FO appelle à une manifestation / Grève mondiale pour le climat à l'appel de Greta Thunberg.
- 22/09** Emmanuel Macron à la 74^e assemblée générale de l'ONU.